

École de commerce – Parties pratiques intégrées (PPI) : Stage de 2E en entreprise

VADE-MECUM A L'INTENTION DES ENTREPRISES OU INSTITUTIONS ACCUEILLANT UN GYMNASIEN POUR UN STAGE DE 2 SEMAINES

Le règlement du 6 juillet 2016 des gymnases de notre canton prévoit que les élèves de l'École de commerce effectuent, lors de leur 2^e année, un stage pratique extrascolaire de deux semaines au minimum, sous la responsabilité d'un professionnel qualifié.

Cette disposition découle directement de règles imposées au niveau suisse pour la reconnaissance des certificats.

Ce stage de deux semaines, accompagné et validé par le gymnase, fait partie des conditions requises pour l'obtention du certificat fédéral de capacité d'employé(e) de commerce et de la maturité professionnelle, orientation économie et services ; nous vous remercions de participer ainsi à la formation de nos gymnasiens et de les préparer à la vie professionnelle en leur ouvrant les portes de votre entreprise ou institution.

1. Objectifs du stage

Le stage doit servir au développement de la personnalité, au renforcement de l'autonomie et de la flexibilité personnelle dans le travail et ses différentes techniques. Il doit aussi permettre de découvrir le monde professionnel, de consolider les compétences personnelles et sociales en vue d'une future insertion professionnelle, d'étayer un choix professionnel et d'en évaluer la pertinence.

Il permet aux élèves :

- d'apprendre à chercher une place de travail ;
- de participer concrètement au monde du travail ;
- d'affiner leur choix professionnel ;
- de ressentir l'atmosphère et les exigences d'un métier ;
- de se familiariser avec un milieu professionnel qui deviendra peut-être le leur.

2. Principes généraux du stage

- Il dure au moins deux semaines consécutives.
- Il fournit à l'élève l'occasion d'un engagement personnel.
- Il lui offre une certaine diversité dans l'accomplissement de ses tâches.
- Il n'est pas rémunéré.
- Il est évalué par l'entreprise et validé par le gymnase.

3. Démarches à effectuer par l'entreprise ou l'institution avant le stage

En cas d'intérêt pour une collaboration avec les gymnases vaudois, l'entreprise ou institution :

- indique, à tout candidat qui manifeste son intérêt à effectuer un stage, les démarches qu'il doit entreprendre pour concrétiser sa candidature (adresser une lettre de candidature, envoyer un dossier, prendre rendez-vous, etc.) ;
- dès que possible, prend une décision et la lui communique ;
- si la décision est positive, complète et signe la convention de stage présentée par le candidat stagiaire (document disponible sur le site Internet du gymnase).

Dès qu'un candidat a été choisi et que la convention a été signée, l'entreprise ou l'institution :

- prend, si nécessaire, les dispositions nécessaires pour assurer le stagiaire contre les accidents (professionnels et non-professionnels) et les maladies professionnelles (voir document annexé concernant les normes à propos des assurances).

4. Démarches à effectuer par l'entreprise ou l'institution pendant le stage

Pour la durée du stage, l'entreprise ou l'institution veillera à ce que les points suivants soient respectés :

- accueillir le stagiaire et lui donner les consignes initiales ;
- prévoir pour lui un programme d'observation utile et varié, en déterminant quelles compétences seront observées sur la base de la grille d'évaluation du stage ;
- répondre à ses questions ;
- contrôler ses présences, ses absences et ses arrivées tardives ;
- informer sans délai le répondant du gymnase en cas de problème ou d'événement qui mettrait en péril la réussite du stage ;
- remplir à la fin du stage la grille d'évaluation, commenter les réponses avec le stagiaire et la signer (disponible sur le site Internet du gymnase).

5. Documents disponibles

Tous les documents évoqués ci-dessus sont disponibles sur le site Internet du gymnase :

- Consignes pour les élèves ;
- Vade-mecum à l'intention des entreprises ou institutions ;
- Convention de stage ;
- Grille d'évaluation du stage ;
- Normes à propos des assurances pour les stagiaires.

6. Personnes de contact

Le répondant des stages pour les élèves de l'École de commerce est à disposition pour toute question : M. Nicola Lucifora, doyen

Tél. : 021 316 93 33

E-mail : nicola.lucifora@vd.ch

Un grand merci pour votre intérêt et votre collaboration !

Annexe : Normes à propos des assurances pour les stagiaires

NORMES A PROPOS DES ASSURANCES POUR LES STAGIAIRES

Principes généraux

Accidents professionnels et non professionnels, maladies professionnelles

Toute personne (maître de stage) prenant en charge un stagiaire a l'obligation légale (art. 1a LAA) de l'assurer contre les accidents professionnels (et maladies professionnelles). Si le stagiaire est occupé 8 heures par semaine, il est également couvert contre les accidents non-professionnels (art. 6 al. 1 LAA et 13 OLAA).

Durée du stage et montant du salaire

Ni la durée du stage, ni le montant du salaire du stagiaire n'ont d'incidence dans cette obligation d'assurance. Même si le stage n'est pas rémunéré, l'employeur est tenu de couvrir le stagiaire contre les accidents.

Cas particuliers des personnes effectuant un stage au sein de l'Etat de Vaud :

Ils sont assurés auprès de la Caisse vaudoise

- il n'y a pas de prime supplémentaire à verser, ils sont englobés dans le forfait du personnel
- il s'agit toutefois d'annoncer les stagiaires au SPEV, via courriel (sylvain.etter@vd.ch), qui les communique à la Caisse vaudoise. Renseignements importants : Nom, prénom, adresse, date de naissance, période et lieu de stage

Maladies non-professionnelles

En revanche, l'employeur n'est pas tenu de couvrir le stagiaire contre les maladies non-professionnelles. Cette couverture (assurance de soins obligatoires) demeure une obligation du stagiaire.

Responsabilité civile

Il est vivement recommandé à tout stagiaire (ou à son représentant légal s'il est mineur) de contracter une assurance en responsabilité civile. S'il le juge nécessaire, l'employeur peut imposer une telle assurance.

Références : Quelques dispositions légales

Loi fédérale sur l'assurance-accident (LAA), RS 832.20

Art. 1a Assurés

¹ Sont assurés à titre obligatoire conformément aux dispositions de la présente loi les travailleurs occupés en Suisse, y compris les travailleurs à domicile, les apprentis, les stagiaires, les volontaires ainsi que les personnes travaillant dans des écoles de métiers ou des ateliers protégés.

Art. 6 Généralités

¹ Si la présente loi n'en dispose pas autrement, les prestations d'assurance sont allouées en cas d'accident professionnel, d'accident non professionnel et de maladie professionnelle.

Art. 7 Accidents professionnels

¹ Sont réputés accidents professionnels les accidents (art. 4 LPGA1) dont est victime l'assuré dans les cas suivants :

- a. lorsqu'il exécute des travaux sur ordre de son employeur ou dans son intérêt ;
- b. au cours d'une interruption de travail, de même qu'avant ou après le travail, lorsqu'il se trouve, à bon droit, au lieu de travail ou dans la zone de danger liée à son activité professionnelle.

² Les accidents qui se produisent sur le trajet que l'assuré doit emprunter pour se rendre au travail ou pour en revenir sont aussi réputés accidents professionnels pour les travailleurs occupés à temps partiel dont la durée de travail n'atteint pas un minimum qui sera fixé par le Conseil fédéral.

³ Le Conseil fédéral peut prévoir une autre définition

Art. 8 Accidents non professionnels

¹ Sont réputés accidents non professionnels tous les accidents (art. 4 LPGA) qui ne sont pas des accidents professionnels.

² Les travailleurs occupés à temps partiel au sens de l'art. 7, al. 2, ne sont pas assurés contre les accidents non professionnels.

Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA), RS 832.202

Art. 13 Travailleurs à temps partiel

¹ Les travailleurs à temps partiel occupés chez un employeur au moins huit heures par semaine sont également assurés contre les accidents non professionnels.

² Pour les travailleurs à temps partiel dont la durée hebdomadaire de travail n'atteint pas le minimum susdit, les accidents subis pendant le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail sont réputés accidents professionnels.